

Le Président de l'État de Palestine s'adresse au Conseil des droits de l'homme à l'occasion d'une séance extraordinaire

Conseil des droits de l'homme

28 octobre 2015

Le Conseil entend également le Haut-Commissaire aux droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme a tenu aujourd'hui une réunion extraordinaire pour entendre M. Mahmoud Abbas, Président de l'État de Palestine, au sujet de la situation dans sa région. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est également adressé au Conseil.

Le Président Abbas a souligné que la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, du fait du maintien de l'occupation israélienne et de ses pratiques, avait atteint son niveau le plus grave et le plus urgent depuis 1948. Cette situation exige une intervention forte et décisive et une prise des responsabilités, avant qu'il ne soit trop tard, de la part des Nations Unies et de ses États membres, plus particulièrement le Conseil de sécurité. Le désespoir, l'étouffement et la pression, ainsi que le manque de sécurité et de sûreté qui caractérisent la vie du peuple palestinien depuis si longtemps mènent à la frustration et conduisent les jeunes au désespoir et à la révolte contre la réalité. La situation mène à la révolte au nom de la dignité, de la patrie, de la nation et des lieux saints profanés sous une occupation qui continue de tuer, de piller et d'emprisonner. Il est inacceptable que la situation actuelle persiste, car ce serait tuer le dernier fragment d'espoir pour une paix fondée sur la solution des deux États, averti M. Abbas, qui a exprimé son soutien à la proposition que le Conseil de sécurité adopte une résolution comportant des lignes claires pour parvenir à une paix basée sur la solution de deux États sur la base des frontières d'avant 1967 et de fixer un calendrier pour mettre fin à l'occupation sous supervision internationale, et ceci dans le cadre d'une conférence de paix internationale. En attendant, Israël devrait libérer le quatrième groupe de prisonniers et mettre un terme à toutes ses activités de peuplement afin que l'État de Palestine puisse vivre côte à côte dans la paix et la sécurité avec l'État d'Israël.

Il n'est plus utile de perdre du temps dans des négociations dans le seul et unique but de négocier; ce qu'il faut, c'est la fin de l'occupation conformément aux résolutions de la légitimité internationale. D'ici là, la Palestine réaffirme que le Conseil de sécurité des Nations Unies doit établir un régime spécial de protection internationale pour le peuple palestinien. Pour sa part, Israël doit assumer toutes ses responsabilités en tant que puissance occupante, car le statu quo ne peut pas continuer. Le Président palestinien a souligné qu'il était grand temps que les dirigeants aient le courage de prendre des décisions légitimes et honnêtes, avant qu'il ne soit trop tard, pour faire de la solution de deux États une réalité concrète, parce qu'il pourrait s'agir de la dernière chance pour cette solution et pour la paix. La sécurité ne peut être assurée par l'occupation militaire et la force discriminatoire; elle n'est possible que par la reconnaissance des droits de l'autre, de conclure le Président Abbas.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme a averti que si la violence entre les Palestiniens et les Israéliens ne cessait pas immédiatement, elle entraînerait tout le monde inéluctablement vers une catastrophe. Les tensions sont très vives, a souligné M. Zeid, qui a mis en garde contre le fait que si la violence devait continuer à s'exacerber sur la base de critères religieux, le risque d'une confrontation plus large et terrible se renforcerait, ce dont cette région en péril n'a pas besoin. Le Haut-Commissaire a souligné la nécessité de mettre fin aux attaques au couteau, aux incitations et aux attaques à la voiture bélier; de faire cesser les tirs et les passages à tabac; de mettre fin à l'impunité pour les violations du droit international humanitaire; de rendre justice aux victimes; et de mettre un terme aux actions de colonisation dans tout le territoire palestinien occupé, mais en particulier à Jérusalem-Est occupée et les alentours.

M. Zeid a souligné que le processus de paix au Moyen-Orient devait maintenant être réactivé avec un sens sans précédent du but à atteindre. Il faut maintenant parvenir à une paix durable. Israël devait être assuré de bon de sa sécurité, et l'occupation - qui a causé tant de souffrance intense au peuple palestinien pendant près de cinquante ans, suscitant rage et ressentiment - doit cesser aussi. Le peuple de Palestine mérite de vivre libre et dans la dignité, jouissant de ses droits, dans son propre État libéré de Palestine.

La séance d'aujourd'hui était la deuxième réunion extraordinaire dans l'histoire du Conseil des droits de l'homme, la première ayant eu lieu en 2007 lorsque Michelle Bachelet, Présidente du Chili, s'était adressée au Conseil.

(un [compte-rendu](#) plus détaillé est paru en langue anglaise)

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel

- See more at:

<http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16670&LangID=F#sthash.pxf2C6Fp.dpuf>